



Conseil économique et social

Distr. générale
20 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation

Vingtième session

Genève, 1^{er}-3 novembre 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Pratiques en matière de normalisation et de réglementation

Compilation des faits nouveaux en matière de réglementation¹

Note du secrétariat

Résumé

Les faits nouveaux en matière de réglementation dans le cadre de l'Union européenne décrits ci-dessous constituent une compilation des actes législatifs adoptés ou en cours d'examen pendant le premier semestre 2010 au niveau du Conseil européen (conformément à la procédure législative ordinaire et à la procédure de comitologie) dans le domaine de l'harmonisation technique.

Le présent rapport est soumis au Groupe de travail pour examen et discussion.

¹ À sa dix-neuvième session, le Groupe de travail a demandé au secrétariat de travailler avec les coordonnateurs spécialement nommés en vue de compiler dans des rapports trimestriels et rapports annuels consolidés les informations concernant les faits nouveaux en matière de réglementation (ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 22).

I. Propositions soumises par la Commission au Conseil et au Parlement européen dans le cadre de la procédure législative ordinaire

A. Produits de construction

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction

A. -

- Examen en cours
- Celex n° 52008PC0311

1. Le texte de la proposition peut être consulté sur le Web aux adresses suivantes: <http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?val=476552:cs&lang=fr&list=505720:cs.504082:cs.502777:cs.500728:cs.500602:cs.497556:cs.484929:cs.481617:cs.476552:cs.479806:cs&pos=9&page=1&nbl=214&pgs=10&hwords=construction.products~>

1. Présentation

2. À la suite de consultations avec les parties prenantes et après une évaluation d'impact, la Commission, dans le cadre de son programme d'amélioration/simplification de la réglementation, propose de remplacer la Directive 89/106/CEE du Conseil par une réglementation visant à mieux définir les objectifs de la législation communautaire. La réglementation rendrait la législation plus facile à appliquer en fournissant des mécanismes plus simples spécifiquement destinés à alléger la tâche administrative pour les entreprises et, notamment, les petites et moyennes entreprises (PME). La proposition a principalement pour objectifs: de préciser les questions posant actuellement problème dans le secteur de la construction, de réduire la tâche administrative pour les fabricants, notamment les PME, d'assurer la libre commercialisation des produits de construction et d'éliminer les obstacles au commerce.

2. Principaux objectifs de la proposition

- Préciser les questions posant problème dans le secteur de la construction (c'est-à-dire la confusion qui existe entre la signification du marquage CE dans la directive actuelle, les préoccupations au sujet du fonctionnement, de la neutralité, de la compétence et de la transparence de certains organes d'approbation, la confusion au sujet de la signification, du sens et du contenu des normes européennes harmonisées et le fardeau inutilement imposé aux fabricants du fait du manque de précision des procédures d'attestation de conformité);
- Réduire la tâche administrative pour les fabricants, en particulier les PME;
- Assurer la libre commercialisation des produits de construction;
- Éliminer les obstacles au commerce.

3. Problèmes, points faisant l'objet d'un débat, situation

3. Le Groupe de travail de l'harmonisation technique a examiné la proposition de la Commission pendant les présidences de la Slovénie, de la France, de la République tchèque, de la Suède et de l'Espagne. Les principaux points examinés étaient:

- **La Déclaration de performance** – conditions dans lesquelles les producteurs seraient tenus de remplir une déclaration de performance (seul moyen disponible de présentation des informations au sujet de la performance du produit), et nature des informations à déclarer obligatoirement;
- **Marquage CE** – précision quant à la signification du marquage CE pour les produits de confection, relation entre le marquage CE au titre de la réglementation concernant les produits de construction et au titre d'autres législations d'harmonisation communautaire, coexistence entre le marquage CE et des marques volontaires;
- **Procédure simplifiée pour les microentreprises**, les produits fabriqués par des entreprises individuelles, etc. – débat au sujet de la question de savoir s'il devrait y avoir des procédures simplifiées en fonction de la taille de la société, le cas échéant dans quels cas et modalités d'application;
- **Participation et devoir du Comité permanent de la construction en vertu de la réglementation sur les produits de construction;**
- **Points de contact** – définition du statut et des devoirs.

4. Au niveau du Conseil (réunion du Conseil «compétitivité» du 25 mai 2010), un accord politique sur un texte de compromis a recueilli une majorité qualifiée. La présidence belge a choisi de ne pas convoquer la réunion du Groupe de travail initialement prévue chargée de l'examen définitif du texte, mais de recourir à une procédure informelle de consultation par courrier électronique au sujet des améliorations à apporter au libellé du texte. La position commune officielle du Conseil sera probablement adoptée en septembre et pourra ensuite être soumise au Parlement européen.

4. Calendrier

Dates et réunions

23 mai 2008	Adoption par la Commission
23 mai 2008	Transmission au Conseil et au Parlement européen
13 juin 2008	Présidence de la Slovaquie
5 réunions du Groupe de travail	Présidence française
12 réunions du Groupe de travail	Présidence tchèque
24 avril 2009	Opinion du Parlement européen Première lecture
10 réunions du Groupe de travail et 1 réunion du Comité des représentants permanents	Présidence espagnole
25 mars 2009	Conseil «compétitivité» – rapport intérimaire
13 réunions du Groupe de travail (y compris les réunions des attachés) et 3 réunions du Comité des représentants permanents	Présidence suédoise
25 mai 2010	Conseil «compétitivité» Accord du Conseil

Dates et réunions

2011	Seconde lecture du Parlement européen en séance plénière (date indicative)
–	Juristes/linguistes du Groupe de travail
–	Adoption – Conseil
–	Signature par le Parlement européen et le Conseil
–	Publication au <i>Journal officiel</i>

5. Entrée en vigueur

5. Le Règlement entrera en vigueur le vingtième jour suivant la date de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

6. Toutefois, les articles 3 à 21, 26 à 28, 46 à 50, 52 et 53 ainsi que les annexes I, II, III et V entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

7. Le Règlement sera contraignant dans sa totalité et directement applicable dans tous les États membres.

6. Documents connexes

«Observatoire législatif du Parlement européen»

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=2&procnum=COD/2008/0098>

«PreLex – Suivi des procédures institutionnelles»

http://ec.europa.eu/prelex/detail_dossier_real.cfm?CL=fr&DosId=197045#401999

«Opinion du Comité économique et social européen»

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52009AE0329:FR:NOT>

B. Métrologie**Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil abrogeant huit directives du Conseil**

- Examen en cours
- Celex n° 52008PC0801

8. Le texte de la proposition est disponible à l'adresse suivante: <http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?val=484292:cs&lang=fr&list=504636:cs,484292:cs,&pos=2&page=1&nbl=2&pgs=10&hwords=regarding metrology~>.

1. Présentation

9. L'abrogation de huit directives relatives à la métrologie irait dans le sens de l'action entreprise par la Commission pour simplifier la législation communautaire en abrogeant des dispositions obsolètes et n'ayant plus d'objet. Si la simplification de la législation peut également parfaitement passer par la réglementation, l'abrogation offre l'avantage d'être plus simple au niveau européen et de limiter la législation communautaire, tout en préservant le fonctionnement du marché intérieur.

2. Principaux objectifs de la proposition

10. La proposition concerne l'abrogation des huit directives ci-après reposant sur la «vieille approche»:

- Directive 75/33/CEE concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux compteurs d'eau froide;
- Directives 76/765/CEE et 76/766/CEE relatives aux alcoolmètres et aréomètres pour alcool;
- Directives 71/317/CEE et 74/148/CEE relatives aux poids d'une précision égale et supérieure à la moyenne, respectivement;
- Directive 86/217/CEE relative aux manomètres pour pneumatiques des véhicules automobiles;
- Directive 71/347/CEE concernant le mesurage de la masse à l'hectolitre des céréales;
- Directive 71/349/CEE relative au jaugeage des citernes de bateaux.

11. Ces directives sont dites «optionnelles» à l'exception de la Directive 76/766/CEE qui prévoit une harmonisation totale. Les instruments décrits dans chaque directive doivent être acceptés par les États membres, ce qui était utile dans les années 70 lorsqu'il existait des obstacles aux échanges dus à des différences de réglementation nationale. L'État membre devait appliquer les directives, mais était également autorisé à avoir une législation nationale dont les prescriptions différaient de celles des directives. Ces législations nationales ont fréquemment été révisées pour suivre les progrès technologiques, et reposent sur des normes internationales ou européennes. Elles contiennent des clauses de reconnaissance mutuelle aux termes desquelles des instruments présentant le même niveau de performance sont également acceptés. Aussi bien les normes internationales qu'européennes sont d'application volontaire et n'exigent ni législation nationale ni directives harmonisées pour être appliquées par les fabricants. Elles constituent fréquemment les spécifications techniques les plus utilisées en cas d'absence de réglementation.

3. Problèmes, points faisant l'objet d'un débat, situation

12. Les États membres n'ont pas manifesté un grand enthousiasme à l'égard de la proposition de la Commission européenne: seuls huit d'entre eux étaient favorables à l'abrogation des huit directives, sans mesures complémentaires, et parmi eux certains considéraient qu'il serait également acceptable d'inclure les instruments de mesure visés par les «vieilles» directives dans la Directive 2004/22/CE sur les instruments de mesure.

13. Quelques États membres étaient favorables à l'abrogation de certaines des huit directives reposant sur «l'ancienne méthode» et à la mise à jour et à l'incorporation des autres dans une nouvelle directive concernant les instruments de mesure, mais il n'y a pas de majorité suffisante en faveur de l'abrogation.

14. Certaines délégations ont exprimé des préoccupations quant à la situation juridique qui régnerait dans chacun des États membres si l'on se contentait d'abroger simplement les directives. Elles craignaient que l'adoption par les États membres de mesures à caractère national se traduise par des barrières aux échanges et étaient par conséquent favorables à l'harmonisation par le biais d'une directive qui garantirait mieux la liberté de mouvement des instruments de mesure que le principe de reconnaissance mutuelle. Elles ont mis en garde contre le fait que l'abrogation des directives priverait les fabricants de la possibilité de profiter de marquages européens harmonisés.

15. Le 21 avril 2010, le Comité des représentants permanents a adopté un texte de compromis à une majorité qualifiée. Ce texte prévoit l'abrogation de certaines seulement des huit directives et le regroupement des autres dans la directive relative aux instruments de mesure, ainsi que le report de la date d'abrogation une fois terminée la révision de la directive et lorsque la nécessité d'y inclure les instruments de mesure concernés deviendra manifeste.

16. Des discussions informelles avec le Parlement européen sont toujours en cours de façon à parvenir à un accord au cours de la première lecture. La question qui suscite le plus de débats est celle de l'obligation d'établir des tables de corrélation, qui est une question clef pour le Parlement. Une fois ce point réglé, le Conseil fera part de son opinion par une lettre officielle. L'examen en première lecture par le Parlement a été reporté à octobre 2010.

4. Calendrier

Dates et réunions

3 décembre 2008	Adoption par la Commission
3 décembre 2008	Transmission au Conseil et au Parlement européen
2 réunions du Groupe de travail et 1 réunion des attachés	Présidence tchèque
1 réunion du Groupe de travail et 2 réunions du Comité des représentants permanents	Présidence espagnole
Octobre 2010 à titre provisoire	Première lecture au Parlement européen en séance plénière
–	Juristes/linguistes du Groupe de travail
–	Adoption – Conseil
–	Signature par le Parlement européen et le Conseil
–	Publication au <i>Journal Officiel</i>

5. Entrée en vigueur

17. La directive entrera en vigueur le vingtième jour suivant la date de sa publication au *Journal Officiel de l'Union européenne*.

6. Documents connexes

«Observatoire législatif du Parlement européen»

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=2&procnum=COD/2008/0227>

«PreLex – Suivi des procédures institutionnelles»

http://www.ec.europa.eu/prelex/detail_dossier_real.cfm?CL=fr&DosId=197702

«Opinion du Comité économique et social européen»

<http://www.eescopinions.eesc.europa.eu/eescopiniondocument.aspx?language=FR&docnr=0866&year=2009>

C. Dénomination des produits textiles et étiquetage y afférents

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dénominations des produits textiles et à l'étiquetage y afférents

- Débats en cours
- Celex n° 52009PC0031

18. Le texte de la proposition peut être consulté aux adresses suivantes: [http://www.eurlex.europa.eu/Notice.do?val=490316:cs&lang=fr&list=500833:cs,490316:cs,487893:cs,487875:cs,487872:cs,487189:cs,489552:cs,473258:cs,462794:cs,506308:cs,&pos=2&page=1&nbl=48&pgs=10&hwords=textile names~](http://www.eurlex.europa.eu/Notice.do?val=490316:cs&lang=fr&list=500833:cs,490316:cs,487893:cs,487875:cs,487872:cs,487189:cs,489552:cs,473258:cs,462794:cs,506308:cs,&pos=2&page=1&nbl=48&pgs=10&hwords=textile%20names~).

1. Présentation

19. Le règlement énonce des règles concernant l'utilisation des dénominations des produits textiles et les étiquetages y afférents, ainsi que l'analyse quantitative des mélanges binaires et ternaires de fibres textiles.

2. Principal objectif de la proposition

20. L'idée de réviser la législation concernant les dénominations des fibres textiles est apparue ces dernières années à la suite de l'expérience acquise à l'occasion des amendements techniques apportés périodiquement aux directives en vue d'y introduire de nouvelles dénominations. Il est devenu clair qu'il était possible de simplifier le cadre juridique et d'en rendre l'utilisation plus facile aussi bien pour les parties prenantes du secteur privé que pour les administrations.

21. La proposition a pour objectif de simplifier et d'améliorer le cadre réglementaire pour la mise au point et l'adoption de nouvelles fibres, afin d'encourager l'innovation dans le secteur du textile et de l'habillement, et de permettre aux utilisateurs comme aux consommateurs de fibres de tirer plus rapidement partie de la production de produits innovants.

22. La révision proposée se traduirait en outre par une plus grande transparence du processus d'ajout de fibres à la liste des nomenclatures harmonisées. Elle introduirait également plus de souplesse pour ce qui est d'adapter la législation afin de répondre plus rapidement aux progrès technologiques attendus dans le secteur des textiles.

3. Problèmes, points faisant l'objet d'un débat, situation

23. Le Groupe de travail du Conseil est déjà parvenu à un accord sur les principales dispositions de la proposition (c'est-à-dire de ne pas étendre, à ce stade, la portée des prescriptions en matière d'étiquetage obligatoire, qui demanderait de longs débats et risquerait de compromettre la réalisation du principal objectif de la proposition, qui est simplifier et d'améliorer le cadre réglementaire en vigueur) ainsi que sur un texte de compromis.

24. Toutefois, les résultats de l'examen en première lecture par le Parlement européen divergent de la position du Conseil en ce qui concerne le marquage du pays d'origine, le marquage des produits provenant de l'animal, les informations au sujet des allergies potentielles et la liste des produits pour lesquels l'étiquetage n'est pas obligatoire.

25. Des discussions avec le Parlement européen sont en cours de façon à parvenir à un accord sur les points de divergence et à adopter la proposition en seconde lecture.

4. Calendrier

Dates et réunions

30 janvier 2009	Adoption par la Commission
2 février 2009	Transmission au Conseil et au Parlement européen
3 réunions du Groupe de travail	Présidence tchèque
4 réunions du Groupe de travail	Présidence suédoise
4 réunions du Groupe de travail et 1 réunion du Comité des représentants permanents	Présidence espagnole
18 mai 2010	Opinion du Parlement européen: Examen en première lecture
25 mai 2010	Conseil «compétitivité» – information sur la situation
Octobre 2010	Accord politique du Conseil attendu
-	Séance plénière du Parlement européen: examen en seconde lecture Juristes/linguistes du Groupe de travail
-	Adoption – Conseil Signature par le Parlement européen et le Conseil Publication au <i>Journal officiel</i>

5. Entrée en vigueur

26. Le règlement entrera en vigueur le vingtième jour suivant la date de publication au *Journal officiel*. Il sera contraignant dans sa totalité et directement applicable dans tous les États membres.

6. Documents connexes

«Observatoire législatif du Parlement européen»

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=2&procnum=COD/2009/0006>

«PreLex – Suivi des procédures institutionnelles»

http://ec.europa.eu/prelex/detail_dossier_real.cfm?CL=fr&DosId=197885

«Opinion du Comité économique et social européen»

http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?val=473258:cs&lang=fr&list=500833:cs,490316:cs,487893:cs,487875:cs,487872:cs,487189:cs,489552:cs,473258:cs,462794:cs,506308:cs,&pos=8&page=1&nbl=48&pgs=10&hwords=textile_names~

II. Propositions soumises par la Commission au Conseil et Parlement européen en vertu de la procédure de comitologie

27. La «comitologie» est le processus par lequel la Commission s'acquitte des pouvoirs d'exécution que lui a conférés le législateur européen, et ce, avec l'aide de comités de représentants des pays membres de l'Union.

28. Le Traité de Lisbonne (ci-après «le nouveau Traité»), qui est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009, a sensiblement modifié le cadre des pouvoirs d'exécution conférés à la Commission par le législateur (art. 290 et 291).

29. Contrairement aux dispositions de l'article 202 du Traité établissant la Communauté européenne, le nouveau Traité établit une distinction claire entre: a) les pouvoirs délégués à la Commission pour l'adoption d'actes non législatifs de portée générale visant à compléter ou à modifier certains éléments non essentiels d'un acte législatif (*actes délégués*) et b) les pouvoirs conférés à la Commission d'adopter des *mesures d'exécution*. Ces différents pouvoirs font l'objet de cadres juridiques totalement différents:

- Les dispositions du nouveau Traité concernant les *actes délégués* (art. 290) prévoient que le législateur contrôle l'exercice par la Commission de ces pouvoirs au moyen d'un droit de révocation et/ou d'un droit d'objection. Ces dispositions sont suffisantes par elles-mêmes et *ne nécessitent aucun cadre juridiquement contraignant* pour être applicables;
- Les dispositions du nouveau Traité concernant les *mesures d'exécution* (art. 291) ne prévoient aucun contrôle du Parlement européen ou du Conseil au sujet de l'exercice par la Commission de ses compétences d'exécution. Ce contrôle ne peut être exercé que par les États membres. *Un cadre juridique est nécessaire* pour mettre en place les mécanismes d'un tel contrôle.

30. Les propositions ci-après ont été soumises par la Commission au Conseil et au Parlement européen (en tant qu'actes délégués) au cours du premier semestre de 2010.

1. Propositions concernant le système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
1. Projet de règlement de la Commission (CE) n° .../... du [...] portant modification du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII	Le 26 juin 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i> L 164, p. 7 à 31 en tant que règlement (CE) n° 552/2009 de la Commission, du 22 juin 2009, modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) en ce qui concerne l'annexe XVII.
2. Projet de règlement de la Commission (CE) n° .../... modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant REACH, en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques)	Le 1 ^{er} avril 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 86, p. 7 à 12, en tant que règlement (UE) n° 276/2010 de la Commission, du 31 mars 2010, modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant REACH, en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques).

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
3. Projet de règlement (CE) n° .../... du [...] de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant REACH	Le 31 mai 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 133, p. 1 à 94 en tant que règlement (CE) n° 761/2009 de la Commission du 23 juillet 2009 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).
4. Projet de règlement (UE) n° .../... du [...] de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant REACH	Le 24 août 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 220, p. 1 à 43, en tant que règlement (UE) n° 453/2010 du 20 mai 2010 de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

2. Proposition concernant les composés organostanniques

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
Projet de décision de la Commission modifiant la Directive 76/769/CEE du Conseil en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi des composés organostanniques, en vue d'adapter son annexe I au progrès technique	Le 4 juin 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i> L 138, p. 11 à 13 en tant que décision de la Commission du 28 mai 2009, modifiant la Directive 76/769/CEE du Conseil en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi des composés organostanniques, en vue d'adapter son annexe I aux progrès techniques.

3. Proposition concernant les huiles lampantes et les allume-feu liquides

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
Projet de décision de la Commission du [...] modifiant, pour l'adapter au progrès technique, l'annexe I de la Directive 76/769/CEE du Conseil en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi d'huiles lampantes et d'allume-feu liquides	Le 4 juin 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i> L 138, p. 8 à 10 en tant que décision de la Commission du 28 mai 2009 modifiant, pour l'adapter au progrès technique, la Directive 76/769/CEE du Conseil en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi d'huiles lampantes et d'allume-feu liquides.

4. Proposition concernant la métrologie – erreurs maximales tolérées

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
Proposition de directive de la Commission modifiant la Directive 2004/22/CEE du Parlement européen et du Conseil sur les instruments de mesure au regard de l'exploitation des erreurs maximales tolérées, en ce qui concerne les annexes spécifiques relatives aux instruments MI-001 à MI-005	Le 11 novembre 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 294, p. 7 à 9 en tant que Directive 2009/137/CE de la Commission du 10 novembre 2009 modifiant la Directive 2004/22/CE du Parlement européen et du Conseil sur les instruments de mesure au regard de l'exploitation des erreurs maximales tolérées, en ce qui concerne les annexes spécifiques relatives aux instruments MI-001 à MI-005.

5. Propositions concernant les véhicules à moteur

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
1. Projet de règlement (CE) n° .../... du [...] de la Commission remplaçant l'annexe IX de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules («Directive-cadre»)	Le 13 mai 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 118, p. 13 à 65, en tant que règlement (CE) n° 385/2009 de la Commission du 7 mai 2009 remplaçant l'annexe IX de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules («Directive-cadre»).
2. Projet de règlement (CE) n° .../... du [...] arrêtant les prescriptions détaillées pour la mise en œuvre de l'annexe I du règlement (CE) n° .../2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception des véhicules à moteur concernant la protection des piétons et autres usagers vulnérables de la route, modifiant la Directive 2007/46/CE et abrogeant les Directives 2003/102/CE et 2005/66/CE	Le 25 juillet 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 195, p. 1 à 60, en tant que règlement (CE) n° 631/2009 de la Commission du 22 juillet 2009 arrêtant les prescriptions détaillées pour la mise en œuvre de l'annexe I du règlement (CE) n° 78/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception des véhicules à moteur concernant la protection des piétons et autres usagers vulnérables de la route, modifiant la Directive 2007/46/CE et abrogeant les Directives 2003/102/CE et 2005/66/CE.

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
3. Projet de directive .../.../CE de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, la Directive 97/24/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains éléments ou caractéristiques des véhicules à moteur à deux ou trois roues	Le 18 août 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 213, p. 10 à 25, en tant que Directive 2009/108/CE de la Commission du 17 août 2009 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, la Directive 97/24/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains éléments ou caractéristiques des véhicules à moteur à deux ou trois roues.
4. Projet de directive .../.../CE de la Commission du [...] modifiant, aux fins de leur adaptation au progrès technique, les Directives du Conseil 80/720/CEE, 86/298/CEE, 86/415/CEE et 87/402/CEE et les Directives du Parlement européen et du Conseil 2000/25/CE et 2003/37/CE relatives à la réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers	Le 10 avril 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 91, p. 1 à 68, en tant que Directive 2010/22/UE de la Commission du 15 mars 2010 modifiant, aux fins de leur adaptation au progrès technique, les Directives du Conseil 80/720/CEE, 86/298/CEE, 86/415/CEE et 87/402/CEE et les Directives du Parlement européen et du Conseil 2000/25/CE et 2003/37/CE relatives à la réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers.
5. Projet de règlement (CE) n° .../... de la Commission du [...] remplaçant les annexes V, X, XV et XVI de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules («Directive-cadre»)	Le 1 ^{er} mai 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 110, p. 1 à 21, en tant que règlement (UE) n° 371/2010 de la Commission du 16 avril 2010 remplaçant les annexes V, X, XV et XVI de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules («Directive-cadre»).
6. Projet de directive .../.../CE de la Commission du [...] modifiant la Directive 91/226/CEE du Conseil et la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les adapter au progrès technique dans le domaine des systèmes antiprojection de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques	Le 20 mars 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 72, p. 17 à 37, en tant que Directive 2010/19/UE de la Commission du 9 mars 2010 modifiant la Directive 91/226/CEE du Conseil et la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les adapter au progrès technique dans le domaine des systèmes antiprojection de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques.
7. Projet de directive .../.../CE de la Commission du [...] portant modification de la Directive 97/68/CE du Parlement européen sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les	Le 1 ^{er} avril 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 86, p. 29 à 47, en tant que Directive 2010/26/UE de la Commission du 31 mars 2010 portant modification de la Directive 97/68/CE du Parlement européen sur le rapprochement

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins automobiles non routiers	des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins automobiles non routiers.
8. Projet de règlement (CE) n° .../... de la Commission portant application du règlement (CE) n° 79/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la réception par type des véhicules à moteur fonctionnant à l'hydrogène	Le 18 mai 2010, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 122, p. 1 à 107, en tant que règlement (UE) n° 406/2010 de la Commission du 26 avril 2010 portant application du règlement (CE) n° 79/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la réception par type des véhicules à moteur fonctionnant à l'hydrogène.
9. Projet de règlement (UE) n° .../... de la Commission du ... concernant les exigences pour la réception des dispositifs de dégivrage et de désembuage du pare-brise de certains véhicules à moteur et mettant en œuvre le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions pour l'homologation relative à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés	<p>Ce règlement porte application du règlement (CE) n° 661/2009 qui abroge à la date du 1^{er} novembre 2014 la directive toujours valable et jamais révisée 78/317/CEE concernant les dispositifs de dégivrage et de désembuage des surfaces vitrées des véhicules à moteur (catégorie M1).</p> <p>Les prescriptions énoncées dans cette directive sont reprises dans le nouveau règlement et, si nécessaire, modifiées afin de les adapter au progrès scientifique et technique.</p> <p>Étant donné qu'à la date butoir du 26 mai 2010, ni le Conseil ni le Parlement européen n'avaient formulé de quelconques réserves au sujet du texte de ce projet, le règlement devrait être publié au <i>Journal officiel</i>.</p>
10. Projet de directive .../.../UE de la Commission modifiant, afin d'en adapter les dispositions techniques, les Directives 80/720/CEE, 86/297/CEE et 89/173/CEE du Conseil et les Directives 2003/37/CE et 2009/60/CE du Parlement européen et du Conseil relatives à l'approbation par type des tracteurs agricoles ou forestiers	<p>Ce projet de directive a pour objet d'autoriser le «cadre» pour la réception par type de véhicules complets s'agissant des tracteurs appartenant à la catégorie T4.3 (tracteurs à basse garde au sol).</p> <p>Elle est complétée par référence aux normes ISO suivantes: ISO 500-1:2004 et rectificatif technique: 2005, ISO 500-2:2004 et ISO 8759-1:1998. Elle devrait également refléter l'application de la Directive 86/297/CEE aux tracteurs appartenant à la catégorie T5.</p>

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
	Étant donné qu'à la date butoir du 26 mai 2010, ni le Conseil ni le Parlement européen n'avaient formulé de quelconques réserves au sujet du texte de ce projet, celui-ci devrait être publié au <i>Journal officiel</i> .
11. Projet de directive .../.../UE de la Commission, du [...] modifiant, afin d'en adapter les dispositions techniques, la Directive 76/763/CEE du Conseil relative aux sièges de convoyeur des tracteurs agricoles ou forestiers à roues et la Directive 2009/144/CE du Parlement européen et le Conseil concernant certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles ou forestiers à roues	<p>L'objet de la proposition consiste à compléter les prescriptions de la «Directive-cadre» 2003/37/CE afin de couvrir tous les risques visés à l'annexe I à la Directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines. Les dispositions de la directive concernant les risques ne devraient pas s'appliquer aux tracteurs agricoles et forestiers à roues, qui ne sont pas couverts par la Directive 2003/37/CE. La Directive 2009/144/CE, relativement récente, sera modifiée conformément à l'annexe II de cette proposition pour une plus grande protection, par exemple par l'ajout de nouvelles prescriptions techniques.</p> <p>Étant donné qu'à la date butoir du 26 mai 2010 ni le Conseil ni le Parlement européen n'avaient formulé de quelconques réserves au sujet du texte de ce projet; celui-ci devrait être publié au <i>Journal officiel</i>.</p>

6. Propositions concernant les textiles

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
1. Projet de directive .../.../CE de la Commission du [...] portant modification, aux fins de l'adaptation au progrès technique, de l'annexe II de la Directive 96/73/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles	Le 15 septembre 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 242, p. 14 à 20 en tant que Directive 2009/122/CE de la Commission du 14 septembre 2009 portant modification, aux fins de l'adaptation au progrès technique, de l'annexe II de la Directive 96/73/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibre textile.

<i>Proposition – nom</i>	<i>Situation</i>
2. Projet de directive .../...CE de la Commission du [...] portant modification aux fins de l'adaptation au progrès technique des annexes I et V de la Directive 2008/121/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la dénomination des produits textiles	Le 15 septembre 2009, le texte final a été publié au <i>Journal officiel</i> L 242, p. 14 à 20 en tant que Directive 2009/121/CE de la Commission du 14 septembre 2009 portant modification, aux fins de l'adaptation au progrès technique, des annexes I et V de la Directive 2008/121/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles.
